

Ukraine: le président louchtchenko menace de dissoudre le Parlement

KIEV (AFP) - Le président ukrainien, Viktor louchtchenko, a menacé mercredi dans une déclaration à la télévision de dissoudre le Parlement et d'organiser des législatives anticipées après l'éclatement de la coalition gouvernementale pro-occidentale.



Le rpésident ukrainien Viktor louchtchenko, le 3 septembre 2008 à Kiev (© AFP - Sergei Supinsky)

Si une coalition entre le bloc du Premier ministre Ioulia Timochenko et des forces pro-russes n'est pas créée officiellement d'ici un mois, "j'utiliserai mon droit de dissoudre le Parlement et de décréter des élections anticipées", a-t-il lancé, moins d'un an après un précédent scrutin anticipé.

Dans la nuit de mardi à mercredi, le parti présidentiel a annoncé son retrait de la coalition pro-occidentale qu'il formait avec le bloc Timochenko.

Cette décision est intervenue après l'adoption d'une série de lois facilitant la procédure de destitution du chef de l'Etat et réduisant ses pouvoirs au profit de ceux du gouvernement, lors de votes conjoints du bloc Timochenko avec l'opposition pro-russe (Parti des régions et communistes).

M. louchtchenko a dénoncé ces votes comme un "coup d'Etat politique et constitutionnel en cours au parlement". "Cette loi instaure la dictature du Premier ministre", a-t-il estimé.

Pour sa part, Mme Timochenko a accusé le président d'avoir provoqué la "destruction" de la coalition.

"Je regrette que le président se comporte de façon irresponsable. Sur sa demande, la coalition a été détruite", a-t-elle déclaré, assurant que son cabinet allait continuer de travailler, selon Interfax.

M. louchtchenko a par ailleurs estimé que les votes conjoints controversés relevaient "de facto de la création d'une nouvelle coalition parlementaire" entre le bloc Timochenko et les pro-russes.

Aux termes de la Constitution ukrainienne, si la nouvelle coalition n'est pas officiellement enregistrée dans les 30 jours qui suivent l'éclatement formel de l'alliance précédente, le président peut dissoudre l'assemblée monocamérale.

En cas de législatives anticipées, Mme Timochenko n'a pas de garantie de reprendre le poste de Premier ministre.

Mais si elle acceptait, revenant sur nombreuses promesses, de créer une coalition officielle avec les pro-russes, cela porterait un coup très dur à sa popularité dans le pays, qui actuellement dépasse de loin celle du chef de l'Etat.

Les relations entre le président louchtchenko et Mme Timochenko, en poste depuis fin 2007, allaient de mal en pis ces derniers temps, alors que les deux responsables devraient s'affronter à la prochaine présidentielle attendue fin 2009 ou début 2010.

M. louchtchenko et Mme Timochenko étaient alliés au moment de la "révolution orange" pro-occidentale de fin 2004 qui les porta au pouvoir, le premier comme chef de l'Etat, la seconde comme Premier ministre.

En septembre 2005, M. louchtchenko a limogé Mme Timochenko sur fond de rivalités personnelles et luttes d'influence.

Fin 2007, Mme Timochenko est redevenue chef du gouvernement, son parti et celui du président ayant remporté de justesse les législatives anticipées de septembre face à l'opposition pro-russe.